

F. 91 — 2729

22 MARS 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant fixation du barème qui servira de base au calcul de la participation financière des parents dans les frais de séjour des enfants hébergés dans les crèches de jour et les pré-gardiennats agréés et subsidiés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance ainsi que dans les services de gardiens ou gardiennes d'enfants à domicile

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 1er juillet 1971, modifiant l'arrêté royal du 13 février 1970, fixant les conditions de l'intervention financière de l'Etat dans les frais de fonctionnement des crèches de jour agréées par l'Œuvre nationale de l'Enfance, modifié par les arrêtés royaux du 5 mai 1971, du 14 octobre 1971, du 25 février 1975, du 14 mai 1976, du 25 septembre 1978, du 15 juillet 1981 et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 novembre 1985;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 janvier 1988 fixant les conditions de l'intervention financière de la Communauté française dans les frais de fonctionnement des services de gardiens ou de gardiennes d'enfants à domicile;

Vu l'accord du Ministre-Président ayant le Budget dans ses attributions;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 février 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le barème de la participation financière des parents à partir du 1er janvier 1991 dans les frais de séjour des enfants dans les institutions visées dans cet arrêté doit être fixé sans retard;

Sur la proposition du Ministre ayant la Santé dans ses attributions et vu la délibération de l'Exécutif en date du 25 février 1991,

Arrête :

Article unique. Le barème visé à l'article 7 de l'arrêté royal du 13 février 1970, tel qu'il a été modifié, et à l'article 2, 10°, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 janvier 1988 susvisé, prend cours le 1er avril 1991 conformément aux dispositions du texte annexé au présent arrêté.

Bruxelles, le 22 mars 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

Annexe 1

Barème de la participation financière des parents aux frais de séjour des enfants dans les crèches de jour et les pré-gardiennats agréés et subsidiés par l'O.N.E., ainsi que dans les services reconnus de gardiens ou gardiennes d'enfants à domicile.

1. Cette participation est fixée comme suit :

Revenus mensuels nets cumulés du ménage marié ou cohabitant (ou parent isolé)	Participation journalière			Revenus mensuels nets cumulés du ménage marié ou cohabitant (ou parent isolé)	Participation journalière		
	100 %	70 %	50 %		100 %	70 %	50 %
jusque 20 999	52	52	52	41 000 — 41 999	228	160	114
21 000 — 21 999	91	64	52	42 000 — 42 999	234	164	117
22 000 — 22 999	107	75	54	43 000 — 43 999	239	167	120
23 000 — 23 999	123	86	62	44 000 — 44 999	245	172	123
24 000 — 24 999	135	95	68	45 000 — 45 999	250	175	125
25 000 — 25 999	140	98	70	46 000 — 46 999	256	179	128
26 000 — 26 999	146	102	73	47 000 — 47 999	261	183	131
27 000 — 27 999	151	106	76	48 000 — 48 999	267	187	134
28 000 — 28 999	157	110	79	49 000 — 49 999	272	190	136
29 000 — 29 999	162	113	81	50 000 — 50 999	278	195	139
30 000 — 30 999	168	118	84	51 000 — 51 999	283	198	142
31 000 — 31 999	173	121	87	52 000 — 52 999	289	202	145
32 000 — 32 999	179	125	90	53 000 — 53 999	294	206	147
33 000 — 33 999	184	129	92	54 000 — 54 999	300	210	150
34 000 — 34 999	190	133	95	55 000 — 55 999	305	214	153
35 000 — 35 999	195	137	98	56 000 — 56 999	311	218	156
36 000 — 36 999	201	141	101	57 000 — 57 999	316	221	158
37 000 — 37 999	206	144	103	58 000 — 58 999	322	225	161
38 000 — 38 999	212	148	106	59 000 — 59 999	327	229	164
39 000 — 39 999	217	152	109	60 000 — 60 999	333	233	167
40 000 — 40 999	223	156	112				

Revenus mensuels nets cumulés du ménage marié ou cohabitant (ou parent isolé)	Participation journalière			Revenus mensuels nets cumulés du ménage marié ou cohabitant (ou parent isolé)	Participation journalière		
	100 %	70 %	50 %		100 %	70 %	50 %
61 000 — 61 999	338	237	169	63 000 — 63 999	461	323	231
62 000 — 62 999	344	241	172	64 000 — 64 999	466	326	233
63 000 — 63 999	349	244	175	65 000 — 65 999	472	330	236
64 000 — 64 999	355	249	178	66 000 — 66 999	477	334	239
65 000 — 65 999	360	252	180	67 000 — 67 999	483	338	242
66 000 — 66 999	366	256	183	68 000 — 68 999	488	342	244
67 000 — 67 999	371	260	186	69 000 — 69 999	494	346	247
68 000 — 68 999	377	264	189	70 000 — 70 999	500	350	250
69 000 — 69 999	382	267	191	71 000 — 71 999	505	354	253
70 000 — 70 999	388	272	194	72 000 — 72 999	511	358	256
71 000 — 71 999	393	275	197	73 000 — 73 999	516	361	258
72 000 — 72 999	399	279	200	74 000 — 74 999	522	365	261
73 000 — 73 999	404	283	202	75 000 — 75 999	527	369	264
74 000 — 74 999	410	287	205	76 000 — 76 999	533	373	267
75 000 — 75 999	415	291	208	77 000 — 77 999	538	377	269
76 000 — 76 999	421	295	211	78 000 — 78 999	544	381	272
77 000 — 77 999	426	298	213	79 000 — 79 999	549	384	275
78 000 — 78 999	433	303	217	80 000 — 80 999	555	389	278
79 000 — 79 999	438	307	219	81 000 — 81 999	561	393	280
80 000 — 80 999	444	311	222	82 000 — 82 999	566	397	283
81 000 — 81 999	450	315	225	103 000 — 103 999	572	400	286
82 000 — 82 999	455	319	228	104 000 — et plus	577	404	289

Le montant de la participation journalière ne peut en aucun cas être inférieur à 52 F (minimum absolu).

Le montant de la participation financière est fixé à 577 F par jour, pour les parents qui ne fournissent pas la preuve de leurs revenus.

Le montant de la participation financière des pouvoirs publics qui demandent un placement est fixé à 577 F par jour et par enfant.

Précisions

Le calcul est basé sur les revenus mensuels nets cumulés du ménage.

Lorsque l'un des parents est inscrit sous le régime ouvrier, employé, services publics et assimilés, et l'autre soumis à un autre régime, le revenu mensuel net du ménage est égal à l'addition des revenus mensuels nets des parents calculés chacun suivant le régime qui lui est applicable :

a) De 135 F à 577 F, le montant de la participation financière des parents est calculé comme suit :

$\frac{\text{revenus mensuels nets cumulés du ménage} \times 11 \%}{20 \text{ jours ouvrables}}$ (exprimé en arithmétique par tranche de 1 000 F);

de 91 F à 123 F, l'incidence sur les revenus est progressive, de 8 % à 10,5 %;

à partir de 104 000 F de revenus mensuels nets cumulés du ménage, la participation financière des parents est plafonnée à 577 F.

b) Les revenus mensuels nets cumulés du ménage pris en considération pour le calcul de la participation journalière sont ceux du mois de novembre 1990. Au cas où le revenu de novembre 1990 serait nul ou non représentatif (pour un des conjoints ou pour les deux), la rémunération perçue au cours du premier mois de fréquentation du milieu d'accueil en 1991, est à prendre en considération.

Il y a lieu pour les parents inscrits sous les régimes ouvrier, employé, services publics et assimilés de faire remplir par leur employeur le document figurant à l'annexe 3.

Les parents soumis à un autre régime doivent produire le plus récent avertissement-extrait de rôle relatif à l'impôt des personnes physiques, soit celui de 1990 (revenus 1989).

Si les parents n'ont pas encore reçu cet avertissement-extrait de rôle lors de l'inscription, on peut se référer à l'avertissement-extrait de rôle 1989 (revenus 1988) et appliquer selon le cas l'une des deux formules de reconversion suivantes :

1° avertissement-extrait de rôle 1990 (revenus 1989) :

$A \times 0,0729$

A = revenus annuels imposables cumulés du ménage pour 1989 (tels qu'ils figurent sur l'avertissement-extrait de rôle 1990).

0,0729 = coefficient de conversion des revenus annuels imposables en revenus mensuels nets cumulés, compte tenu de l'indexation.

2° Avertissement-extrait de rôle 1989 (revenus 1988) :

$A \times 0,0773$

A = revenus annuels imposables cumulés du ménage pour 1988 (tels qu'ils figurent sur l'avertissement-extrait de rôle 1989).

0,0773 = coefficient de conversion des revenus annuels imposables en revenus mensuels nets cumulés, compte tenu de l'indexation.

c) Par « revenus à justifier », il faut entendre toutes les ressources financières du ménage marié ou cohabitant ou du parent isolé et notamment :

- revenus professionnels;
- prestations sociales (maladie-invalidité-pensions-allocations d'accidents de travail et de maladies professionnelles-allocations de chômage-allocation aux handicapés);

- allocations de milice;
- bourses d'étude;
- revenus garantis — minimum de moyens d'existence — aides financières C.P.A.S.

Pour la détermination des revenus de référence, il ne sera pas tenu compte des allocations familiales (à déduire le cas échéant, si elles sont intégrées à la rémunération) ni des interventions des pouvoirs publics dans les frais d'entretien d'un enfant placé en famille d'accueil (art. 83bis du Code des impôts sur les revenus).

Les pensions alimentaires seront ajoutées aux revenus de référence, si elles sont perçues.

Elles seront déduites, si elles sont versées.

Les remboursements personnels ne peuvent pas être déduits.

d) L'enquête sociale menée par le travailleur social attaché au milieu d'accueil est déterminante pour adapter la participation journalière, en cas de situation financière particulière d'une famille, pendant une période précise.

Toute dérogation au présent barème fera toutefois l'objet d'un rapport justificatif écrit.

e) La déclaration des revenus du ménage ou du parent isolé, prévue à l'annexe 2, appuyée de la preuve des revenus, doit être conservée jusqu'à la fin de l'année en cours.

2. La participation financière telle que fixée au point 1 couvre la totalité des frais de séjour à l'exclusion de la fourniture des aliments de régime et des médicaments. Les institutions et services visés par le présent texte peuvent mettre à charge des parents une participation financière pour les vêtements et les langes.

3. En cas de fréquentation à mi-temps des institutions et services visés par le présent texte, la participation financière des parents est fixée à 50 % du montant de la redevance due.

La participation ne pourra toutefois en aucun cas être inférieure à 52 F (minimum absolu).

Par fréquentation à mi-temps, il y a lieu d'entendre un séjour qui n'excède pas cinq heures.

4. Lorsque deux enfants d'une même famille sont soumis simultanément au barème fixé au point 1, la participation financière due pour chaque enfant est réduite à 70 % de la redevance normale à temps plein ou mi-temps. Des absences justifiées, ne dépassant pas deux semaines de l'un des enfants, ne font pas perdre aux parents le bénéfice de cette mesure.

Le travailleur social vérifie la simultanéité du placement, lorsque les deux enfants ne sont pas confiés ensemble à la même institution ou au même service.

La même réduction à 70 % sera accordée pour tout enfant appartenant à une famille comptant trois enfants à charge ou plus.

La participation ne pourra toutefois en aucun cas être inférieure à 52 F (minimum absolu).

5. La participation financière des parents peut faire l'objet d'un paiement anticipé ou d'une provision.

6. Une redevance de réservation, au moins égale au minimum absolu de la participation journalière (52 F), peut être demandée en cas d'absence non justifiée d'un enfant inscrit.

Elle sera toutefois limitée à 25 % du montant de la redevance normalement due.

7. En ce qui concerne les revenus des travailleurs frontaliers, justifiés dans une monnaie étrangère, l'O.N.E. établit une note explicative à l'usage des dirigeants des milieux d'accueil concernés.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
F. GUILLAUME

Annexe 2

Déclaration des revenus du ménage ou du parent isolé

Personne assumant la charge financière de l'enfant signant la présente déclaration :

Nom et prénom :

Adresse :

Relation parentale :

Enfant inscrit :

Nom et prénom :

Adresse :

Date de naissance :

Composition de la famille :

Dénomination et adresse du milieu d'accueil :

.....

.....

.....

Réservé au milieu d'accueil :

.....

Nombre d'enfants de la famille placés en milieux d'accueil subventionnés et soumis au même barème de redevances :

Date d'inscription :

Cette déclaration est complétée par un des modèles suivants :

Modèle A	Modèle B
<p>Je soussigné(e) déclare avoir pris connaissance de l'arrêté fixant pour l'année 1991 le barème de la participation financière des parents dans les frais de séjour des enfants hébergés dans les crèches de jour et les préguardiennats agréés et subsidiés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, ainsi que dans les services de gardiens ou gardiennes à domicile.</p> <p>Je ne produis aucune preuve de revenus et m'engage à payer le montant de la participation financière maximale mentionnée dans cet arrêté.</p> <p>Date : _____</p> <p>Signature : _____</p>	<p>Je soussigné(e) déclare que les revenus mensuels nets de mon ménage se décomposent comme suit :</p> <p>1° F mois de</p> <p>2° F mois de</p> <p>J'appuie cette déclaration des attestations remplies par les employeurs.</p> <p>Date : _____</p> <p>Signature : _____</p>

Modèle C	Modèle D
<p>Je soussigné(e) m'engage à payer une participation financière calculée sur base de mon avertissement-extrait de rôle 1990 (revenus 1989), suivant la formule de conversion déterminée dans l'arrêté.</p> <p>Rev. ann. nets imposables cumulés du ménage × 0,0729 = F</p> <p>Date : _____</p> <p>Signature : _____</p>	<p>Je soussigné(e) m'engage à payer une participation financière calculée sur base de mon avertissement-extrait de rôle 1989 (revenus 1988), suivant la formule de conversion déterminée dans l'arrêté.</p> <p>Rev. ann. nets imposables cumulés du ménage × 0,0773 = F</p> <p>Date : _____</p> <p>Signature : _____</p>

Par l'Exécutif de la Communauté française :
 Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
F. GUILLAUME

Annexe 3

Attestation à remplir par l'employeur et destinée à :

..... (désignation du milieu d'accueil)

Je soussigné(e), agissant au nom de (dénomination et adresse de la firme)

certifie que M.

domicilié(e) à

est à mon service en qualité de

Sa rémunération mensuelle brute, hors allocations familiales et déduction faite de la cotisation de solidarité, mais y compris :

- l'allocation foyer/résidence;
 - les autres avantages soumis à la déclaration à l'O.N.S.S.,
- pour le mois de s'élève à

A déduire :

- Cotisation : O.N.S.S. F
 - Caisse veuves et orphelins : F
 - Caisse de répartition des pensions communales : F
 - Précompte professionnel : F
-
- Rémunération nette : F

— . Autres avantages mensuels non soumis à l'O.N.S.S., à préciser :

Allocations de pause carrière : F

Autres : F

Temps de service presté : E.....

Fait à le

Cachet de la firme

Signature

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
F. GUILLAUME

VERTALING

N. 91 - 2729

22 MAART 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de schaal die als basis dient voor de berekening van de financiële bijdrage van de ouders in de verblijfskosten voor de kinderen opgenomen in de kinderdagverblijven en peuterspeelruimten, erkend en gesubsidieerd door de « Office de la Naissance et de l'Enfance », alsook in de diensten voor onthaalvaders en onthaalmoeders

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juli 1971 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 13 februari 1970 tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van een Rijkstegemoetkoming in de werkingskosten van de door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn erkende kinderdagverblijven, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 mei 1971, 14 oktober 1971, 25 februari 1975, 14 mei 1976, 25 september 1978, 15 juli 1981 en bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 7 november 1985;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 januari 1988 tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van een financiële tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap in de werkingskosten van de diensten voor onthaalvaders of onthaalmoeders;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter, tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 februari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de schaal van de financiële bijdrage van de ouders, vanaf 1 januari 1991, in de verblijfskosten voor de kinderen die in de bij dit besluit bedoelde instellingen opgenomen zijn, zonder verwijl moet worden vastgesteld;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort en gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 25 februari 1991 genomen beslissing,

Besluit :

Enig artikel. De schaal waarvan sprake in artikel 7 van het koninklijk besluit van 13 februari 1970 zoals het werd gewijzigd en in artikel 2, 10°, van het bovenvermelde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 januari 1988, is van toepassing vanaf 1 april 1991, overeenkomstig de bepalingen van de bij dit besluit gevoegde tekst.

Brussel, 22 maart 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Sociale Zaken en van Gezondheid,

F. GUILLAUME

Bijlage 1

Schaal van de financiële bijdrage van de ouders in de verblijfkosten van de kinderen opgenomen in de kinderdagverblijven en peuterspeelruimten, erkend en gesubsidieerd door de « O.N.E. », alsook in de erkende diensten voor onthaalvaders en onthaalmoeders.

1. Deze wordt vastgesteld als volgt :

Samengevoegde netto-maandelijke gezinsinkomsten, gehuwden of samenwonenden (of alleenstaande ouder)	Dagelijkse bijdrage			Samengevoegde netto-maandelijke gezinsinkomsten, gehuwden of samenwonenden (of alleenstaande ouder)	Dagelijkse bijdrage		
	100 %	70 %	50 %		100 %	70 %	50 %
tot 20 999	52	52	52	65 000 -- 65 999	360	252	180
21 000 -- 21 999	91	64	52	66 000 -- 66 999	366	256	183
22 000 -- 22 999	107	75	54	67 000 -- 67 999	371	260	186
23 000 -- 23 999	123	86	62	68 000 -- 68 999	377	264	189
24 000 -- 24 999	135	95	68	69 000 -- 69 999	382	267	191
25 000 -- 25 999	140	98	70	70 000 -- 70 999	388	272	194
26 000 -- 26 999	146	102	73	71 000 -- 71 999	393	275	197
27 000 -- 27 999	151	106	76	72 000 -- 72 999	399	279	200
28 000 -- 28 999	157	110	79	73 000 -- 73 999	404	283	202
29 000 -- 29 999	162	113	81	74 000 -- 74 999	410	287	205
30 000 -- 30 999	168	118	84	75 000 -- 75 999	415	291	208
31 000 -- 31 999	173	121	87	76 000 -- 76 999	421	295	211
32 000 -- 32 999	179	125	90	77 000 -- 77 999	426	298	213
33 000 -- 33 999	184	129	92	78 000 -- 78 999	433	303	217
34 000 -- 34 999	190	133	95	79 000 -- 79 999	438	307	219
35 000 -- 35 999	195	137	98	80 000 -- 80 999	444	311	222
36 000 -- 36 999	201	141	101	81 000 -- 81 999	450	315	225
37 000 -- 37 999	206	144	103	82 000 -- 82 999	455	319	228
38 000 -- 38 999	212	148	106	83 000 -- 83 999	461	323	231
39 000 -- 39 999	217	152	109	84 000 -- 84 999	466	326	233
40 000 -- 40 999	223	156	112	85 000 -- 85 999	472	330	236
41 000 -- 41 999	228	160	114	86 000 -- 86 999	477	334	239
42 000 -- 42 999	234	164	117	87 000 -- 87 999	483	338	242
43 000 -- 43 999	239	167	120	88 000 -- 88 999	488	342	244
44 000 -- 44 999	245	172	123	89 000 -- 89 999	494	346	247
45 000 -- 45 999	250	175	125	90 000 -- 90 999	500	350	250
46 000 -- 46 999	256	179	128	91 000 -- 91 999	505	354	253
47 000 -- 47 999	261	183	131	92 000 -- 92 999	511	358	256
48 000 -- 48 999	267	187	134	93 000 -- 93 999	516	361	258
49 000 -- 49 999	272	190	136	94 000 -- 94 999	522	365	261
50 000 -- 50 999	278	195	139	95 000 -- 95 999	527	369	264
51 000 -- 51 999	283	198	142	96 000 -- 96 999	533	373	267
52 000 -- 52 999	289	202	145	97 000 -- 97 999	538	377	269
53 000 -- 53 999	294	206	147	98 000 -- 98 999	544	381	272
54 000 -- 54 999	300	210	150	99 000 -- 99 999	549	384	275
55 000 -- 55 999	305	214	153	100 000 -- 100 999	555	389	278
56 000 -- 56 999	311	218	156	101 000 -- 101 999	561	393	280
57 000 -- 57 999	316	221	158	102 000 -- 102 999	566	397	283
58 000 -- 58 999	322	225	161	103 000 -- 103 999	572	400	286
59 000 -- 59 999	327	229	164	104 000 -- en meer	577	404	289
60 000 -- 60 999	333	233	167				
61 000 -- 61 999	338	237	169				
62 000 -- 62 999	344	241	172				
63 000 -- 63 999	349	244	175				
64 000 -- 64 999	355	249	178				

Het bedrag van de dagelijkse bijdrage mag in geen geval lager zijn dan 52 F (absoluut minimum).

Het bedrag van de financiële bijdrage wordt vastgesteld op 577 F per dag voor de ouders die geen bewijs leveren van hun inkomsten.

Het bedrag van de financiële bijdrage van de overheid die een plaatsing aanvraagt, wordt vastgesteld op 577 F per dag en per kind.

Nadere bepalingen

De berekening wordt uitgevoerd op grond van de samengevoegde netto-maandelijke inkomsten van het gezin.

Indien één van de ouders ingeschreven is onder het stelsel werklieden, bedienden, openbare en daarmee gelijkgestelde diensten en de andere onder een ander stelsel valt, komen de netto-maandelijke gezinsinkomsten overeen met de optelling van de netto-maandelijke inkomsten van de ouders, ieder berekend volgens het op hem toepasselijk stelsel :

a) Vanaf 135 F tot 577 F wordt het bedrag van de financiële bijdrage van de ouders berekend als volgt :

$\frac{\text{Samengevoegd netto-maandelijke inkomsten van het gezin} \times 11 \%}{20 \text{ werkdagen}}$ (uitgedrukt in rekenkunde per schijf

van 1 000 F);

Vanaf 91 F tot 123 F is de weerslag op de inkomsten progressief, vanaf 8 % tot 10,5 %;
 Vanaf 104 000 F samengevoegde netto-maandelijkse gezinsinkomsten is de financiële bijdrage van de ouders beperkt tot 577 F;

b) De samengevoegde netto-maandelijkse gezinsinkomsten die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de dagelijkse bijdrage zijn die van de maand november 1990. Ingeval de inkomsten van november 1990 gelijk aan nul zouden zijn of niet representatief (voor één of voor beide echtgenoten), dan moet de bezoldiging die werd ontvangen in de eerste maand waarin men zich in 1991 naar het opvangmilieu heeft begeven, in acht worden genomen.

Ouders die ingeschreven zijn onder de stelsels werklieden, bedienden, openbare en daarmee gelijkgestelde diensten, moeten het document van bijlage 3 door hun werkgever laten invullen.

Ouders die aan een ander stelsel onderworpen zijn, moeten het meest recente aanslagbiljet betreffende de personenbelasting, dit is dat van 1990 (inkomsten 1989), overleggen.

Indien de ouders dit aanslagbiljet nog niet hebben ontvangen op het ogenblik van de inschrijving, dan kan worden verwezen naar het aanslagbiljet 1989 (inkomsten 1988) en wordt, naargelang van het geval, één van de volgende twee omrekeningsformules toegepast :

1° Aanslagbiljet 1990 (inkomsten 1989) :

$A \times 0,0729$

A = samengevoegde belastbare jaarlijkse gezinsinkomsten voor 1989 (zoals vermeld op het aanslagbiljet 1990).

0,0729 = coëfficiënt om de belastbare jaarlijkse inkomsten om te rekenen in samengevoegde netto-maandelijkse inkomsten, rekening houdend met de indexatie.

2° Aanslagbiljet 1989 (inkomsten 1988) :

$A \times 0,0773$

A = samengevoegde belastbare jaarlijkse gezinsinkomsten voor 1988 (zoals vermeld op het aanslagbiljet 1989).

0,0773 = coëfficiënt om de belastbare jaarlijkse inkomsten om te rekenen in samengevoegde netto-maandelijkse inkomsten, rekening houdend met de indexatie.

c) Onder « te verantwoorden inkomsten » dienen te worden verstaan alle financiële inkomsten van het gezin, gehuwden of samenwonenden of van de alleenstaande ouder, meer bepaald :

- beroepsinkomsten;
- sociale voorzieningen (ziekte, invaliditeit, pensioenen, vergoedingen voor arbeidsongevallen en beroepsziekten, werkloosheidsuitkeringen, tegemoetkomingen aan gehandicapten);
- militievergoedingen;
- studiebeurzen;
- gewaarborgd inkomen, bestaansminimum, financiële steun O.C.M.W.

Voor het bepalen van het referentie-inkomen wordt geen rekening gehouden met de kinderbijslag (in voorkomend geval af te trekken indien deze geïntegreerd is in de bezoldiging), en evenmin met de tegemoetkomingen van de overheid in de onderhoudskosten voor een kind dat in een opvanggezin wordt geplaatst (art. 83bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen).

De onderhoudsuitkeringen worden gevoegd bij het referentie-inkomen indien zij worden ontvangen.

Zij worden afgetrokken, indien zij worden gestort.

Persoonlijke terugbetalingen mogen niet worden afgetrokken.

d) Het maatschappelijk onderzoek dat wordt ingesteld door de maatschappelijk werker verbonden aan het opvangmilieu is doorslaggevend voor de aanpassing van de dagelijkse bijdrage van een gezin dat in een bijzondere financiële situatie verkeert gedurende een welbepaalde periode.

Elke afwijking van deze schaal zal echter worden gestaafd door een schriftelijk verantwoordingsverslag.

e) De aangifte van de inkomsten van het gezin of van de alleenstaande ouder, bedoeld in bijlage 2, gestaafd met het bewijs van de inkomsten, moet worden bewaard tot aan het einde van het lopend jaar.

2. De financiële bijdrage, zoals vastgesteld onder punt 1, dekt het geheel van de verblijfkosten, met uitzondering van het leveren van dieet-voedingsmiddelen en geneesmiddelen. De instellingen en diensten, bedoeld bij deze tekst, kunnen de ouders een bijdrage voor en luiers en kledingstukken ten laste leggen.

3. Wanneer de instellingen of diensten, bedoeld bij deze tekst, slechts halftijds worden bezocht, wordt de financiële bijdrage van de ouders vastgesteld op 50 % van het bedrag van de verschuldigde bijdrage.

De bijdrage mag echter in geen geval lager zijn dan 52 F (absoluut minimum).

Onder halftijds bezoek dient te worden verstaan een verblijf van niet meer dan vijf uur.

4. Indien twee kinderen van eenzelfde gezin tegelijk aan de schaal, vastgesteld onder punt 1, worden onderworpen, wordt de financiële bijdrage voor elk kind teruggebracht tot 70 % van de normale bijdrage voor voltijdse of halftijdse opvang. In geval van gewettigde afwezigheid van één van de kinderen gedurende niet meer dan twee weken, verliezen de ouders hun aanspraken op deze maatregel niet.

De maatschappelijke werker gaat de gelijktijdigheid van de opvang na wanneer twee kinderen niet samen aan dezelfde instelling of dienst worden toevertrouwd.

Dezelfde vermindering tot 70 % zal worden toegekend voor elk kind dat behoort tot een gezin dat drie of meer kinderen ten laste heeft.

De bijdrage mag echter in geen geval lager zijn dan 52 F (absoluut minimum).

5. De financiële bijdrage van de ouders kan het voorwerp uitmaken van een voorafgaande betaling of een voorschot.

6. Een reservatiegeld, ten minste gelijk aan het absolute minimum van de dagelijkse bijdrage (52 F), kan worden gevraagd in geval van niet gewettigde afwezigheid van een ingeschreven kind.

Het zal in elk geval worden beperkt tot 25 % van het normaal verschuldigd bedrag.

7. Voor de inkomsten van de grensarbeiders, in een vreemde munt betaald, stelt de « O.N.E. » een verklarende nota op ten behoeve van de directie van betrokken opvangmilieus.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

Bijlage 2

Aangifte van de inkomsten van het gezin of van de alleenstaande ouder

Persoon die de financiële last van het kind draagt en die deze aangifte tekent :

Naam en voornaam :

Adres :

Verwantschap :

Ingeschreven kind :

Naam en voornaam :

Adres :

Geboortedatum :

Naam en adres van het opvangmilieu :

.....

.....

.....

Voorbehouden voor het opvangmilieu :

Samenstelling van het gezin :

Aantal kinderen van het gezin die in betoelaagde opvangsmilieus geplaatst zijn en die onderworpen zijn aan dezelfde schaal van bijdragen :

Inschrijvingsdatum :

Deze aangifte wordt aangevuld met één van de volgende modellen :

Model A

Ik ondergetekende verklaar kennis te hebben genomen van het besluit dat voor het jaar 1991 de schaal bepaalt van de financiële bijdrage van de ouders in de kosten voor het verblijf van kinderen in de kinderdagverblijven en de peuterspeelruimten, erkend en gesubsidieerd door de « Office de la Naissance et de l'Enfance », alsook in de diensten voor onthaalvaders en onthaalmoeders.

Ik leg geen inkomstenbewijs over en verbind mij ertoe het bedrag van de maximale financiële bijdrage te betalen die in dat besluit vermeld is.

Datum :

Handtekening :

Model B

Ik ondergetekende verklaar dat de netto maandelijkse inkomsten van mijn gezin bestaan uit :

1° F maand van

2° F maand van

Ik staaf deze aangifte met attesten die door de werkgevers ingevuld zijn.

Datum :

Handtekening :

Model C

Ik ondergetekende verbind mij ertoe een financiële bijdrage te betalen die berekend is op basis van mijn aanslagbiljet 1990 (inkomsten 1989) volgens de omrekeningsformule bepaald in het besluit.

Samengevoegde belastbare netto jaarlijkse gezinsinkomsten × 0,0729 =
..... F

Datum :

Handtekening :

Model D

Ik ondergetekende verbind mij ertoe een financiële bijdrage te betalen die berekend is op basis van mijn aanslagbiljet 1989 (inkomsten 1988), volgens de omrekeningsformule bepaald in het besluit.

Samengevoegde belastbare netto jaarlijkse inkomsten × 0,0773 =
..... F

Datum :

Handtekening :

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

Bijlage 3

Attest door de werkgever in te vullen en bestemd voor :

..... (benaming van het opvangmilieu)

Ik ondergetekende handelend in naam van (naam en adres van de firma)

verklaar dat

wonende te

bij mij in dienst is als

Zijn (haar) bruto maandelijkse bezoldiging, kinderbijslag niet inbegrepen en na aftrek van de solidariteitsbijdrage, maar wel met inbegrip van :

— de haard- en standplaatstoelage;

— de andere vergoedingen die moeten worden aangegeven aan de R.S.Z.,

voor de maand bedraagt

Af te trekken :

— Bijdrage : R.S.Z. F

Kas weduwen en wezen : F

Omslagkas der gemeentelijke pensioenen : F

Bedrijfsvoorheffing : F

Netto-bezoldiging : F

— Andere maandelijkse voordelen die niet aan de R.S.Z. moeten worden aangegeven, nader te bepalen :

Toelagen voor loopbaanonderbreking F

Andere F

..... F

Gepresteerde diensttijd :

Opgemaakt te

Stempel van de firma

Handtekening

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 91 — 2730

12 AOUT 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant dérogation aux normes de rationalisation pour certains établissements d'enseignement professionnel secondaire complémentaire

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu les lois sur l'enseignement technique, coordonnées par l'arrêté royal du 30 avril 1957 telles qu'elles ont été modifiées;